

la lettre d'INFOS N°95

aux sections CGT Finances Publiques • Montreuil le 19/04/2017



Syndicat national CGT Finances Publiques - Case 450 ou 451 • 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr • Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter :



@cgt.fnpub (Syndicat National CGT Finances Publiques)



@cgt_fnpub (CGTFinancesPubliques)



MEDIA

- [19/04/2017 La Marseillaise Le PAS un prélèvement qui ne coule pas de source](#)
- [Incendie du hall des finances publiques à Cayenne Baduel dans la nuit du 14 au 15/04](#)
- [Action DISI Sud-Ouest - Rassemblement à la Cité Administrative de Bordeaux](#)
- [La marche de Kourou vers le Centre Spatial Guyanais le 4/04/2017](#)
- [Luneville \(54\) : l'intersyndicale DGFIP mobilisée \(article l'Est Républicain\)](#)



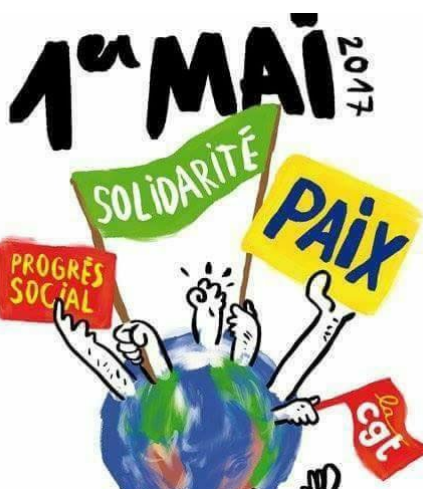
EN DIRECT DES SECTIONS

- [12 avril 2017 CHER 12 agents SIE Bourges accompagnés des sections syndicales CGT et Solidaires et avec le soutien de FO, ont été reçus par le DDFIP](#)
- [MAINTIEN DE LA CANTINE A GUERET : UNE VICTOIRE SYNDICALE](#)
- [Grève à la DISI Sud-Ouest](#)
- [Appel à la grève pour le 13 avril à la DISI Sud-Ouest](#)



AGENDA

- [GT - Cadastre - Réunion de concertation 19/04/2017](#)
- [Assemblée Générale section ENFIP Noisy 19/04/2017](#)
- [Assemblée Générale section ENFIP Lyon 20/04/2017](#)
- [GT - Bilan intermédiaire des services d'appui au réseau \(SAR\) - Réunion informative 20/04/2017](#)
- [CE UFSE-CGT 20/04/2017](#)



Cher.e Camarade,

Ces dernières semaines ont vu notre actualité et nos travaux marqués par les congrès de la Fédération des Finances et de l'UGFF CGT devenue UFSE-CGT (Union Fédérale des Syndicats de l'Etat). Ceci explique l'absence depuis quelques temps des lettres d'infos aux sections. Ces congrès conformément aux mandats dont nous avons débattu lors du conseil national ont permis de respecter les 3 niveaux d'organisations auxquels la CGT Finances Publiques est attachée (struc-

ture Fonction Publique, Fédération des Finances et Syndicat National). Ils ont été aussi et surtout l'occasion de largement débattre avec les syndicats de la Fédération des Finances, et plus largement ceux de l'Etat, pour confronter nos réalités face aux attaques que nous subissons communément contre nos missions, nos statuts, nos rémunérations, nos conditions de travail...

De ce point de vue, le constat a été fait que peu importe la campagne électorale ou les promesses... les réformes avancent et se poursuivent à grande vitesse. À la DGFIP, nous sommes particulièrement touchés : le prélèvement à la source, les réformes institutionnelles et leur corollaire avec la réforme du réseau comptable, la formation professionnelle, les droits et garanties... la DGFIP persiste et signe...

Ainsi, les comités techniques de réseau et les groupes de travail se succèdent depuis le début de l'année, apportant chacun leur lot de modifications profondes des missions et de leurs conditions d'exercice au sein de la DGFIP. Il en va de même pour les conditions d'utilisation des droits syndicaux au sein de la DGFIP qui vont être complètement modifiées dans les prochaines semaines de manière très concrète. Un groupe de travail sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les organisations syndicales aura lieu le 24 avril prochain et les changements annoncés sont d'importance !

Le dialogue social n'est pas épargné... le DG poursuit son œuvre de réduction des droits des élu.es nationaux en décidant de ne plus rembourser les frais pour les consultations empêchant ainsi le travail collectif.

A l'initiative de la CGT, une intersyndicale nationale doit se tenir en fin de semaine pour proposer de nouvelles actions sur tous ces domaines, faire le point sur le plan de travail défini précédemment ainsi que sur d'autres sujets.

Un communiqué de presse intersyndical a été publié la semaine dernière, et déjà plusieurs articles dans les médias écrits en ont fait écho. Un travail commun est aujourd'hui en cours sur les questions de formation professionnelle où les droits des agents sont une nouvelle fois réduits (cf tract cgt)

Dans le même temps, des actions sont menées localement à l'initiative de la CGT comme dans les Alpes Maritimes contre l'ASR, à la DISI Sud Ouest où près de 40 % des agents étaient en grève, ou encore dans le Val de Marne où une journée d'action est prévue le 21 avril contre la mise en place des nouvelles RAN...

Et bien entendu, la mobilisation continue en Guyane où les populations maintiennent toujours la fusée au sol, avec

le soutien de la CGT aux luttes en cours, même si nous ne pouvons pas tolérer de voir les services de la DGFIP être une nouvelle fois pris pour cible d'exactions. Le syndicat avait déjà alerté à plusieurs occasions la DGFIP sur les risques pour les agents. Le lien est fait de façon quasi-quotidienne avec nos camarades sur place et avec la direction générale sur l'évolution de la situation.

Naturellement, nous ne savons pas de quoi les prochaines semaines seront faites mais pour la CGT une chose est sûre : nous aurons besoin d'être dans l'action et la lutte pour faire avancer nos revendications... Ceci passe dès à présent par une participation massive aux défilés du 1^{er} mai.



Bureau Fédéral Finances du 11 avril 2017

Le premier bureau fédéral post congrès s'est tenu le mardi 11 avril. Il regroupait le secrétariat fédéral, le SNAD-CGT, les syndicats CGT de la BPI, de la SNACCRF-CGT, et la CGT-Finances Publiques. A son ordre du jour étaient posées les questions revendicatives dans la suite du congrès et les questions d'organisation de la Fédération.

Sur les questions revendicatives, deux points principaux abordés dans le congrès ont été repris :

- ▶ Une journée d'action finances avait été proposée par la Banque de France reprise par la Douane. Cette hypothèse a été débattue pour essayer de travailler dès la rentrée à une convergence des luttes dans notre périmètre ministériel. Force est de constater qu'il est prématuré de se positionner à cette période compte tenu des incertitudes électorales, mais aussi de la nécessité de travailler à partir de nos orientations des contenus revendicatifs rassemblant les collègues de l'ensemble du champ fédéral (Public, semi Public). La construction de futures actions, en particulier lors du CTM sur la loi de Finances 2018, est donc toujours posée.
- ▶ Conformément au mandat du syndicat et comme nous l'avons fait lors du congrès fédéral, nous allons de nouveau porter le boycott des groupes de travail RIFSEEP au niveau du ministère. Si la majorité des camarades semblait partager notre analyse, le syndicat de la CCRF a indiqué que concerné par la situation pour les personnels de laboratoire, ceux-ci attendaient sur ce point beaucoup d'informations. Le bureau fédéral a donc décidé de faire trancher cette question par la direction fédérale qui se tiendra les 3 et 4 mai.

C'est aussi elle qui aura à organiser les questions d'organisations du travail au sein de la Fédération... des pistes de travail en pôles ont été présentées.

Mutuelle

Nous avons appris la semaine dernière que la mutuelle a été choisie dans le cadre du référencement par le ministère. Elle restera donc l'opérateur unique... plus d'information à suivre...

